



UNCTAD/DTL/KTCD/MISC/2013/3  
(13/35ams)

**P166.2013.N5**

## NOTIFICATION

### **Vingt-septième cours régional de formation sur les grands problèmes économiques internationaux Université de Maurice (Maurice)**

**15 juillet-2 août 2013**

Le secrétariat de la CNUCED a le plaisir d'annoncer que le prochain cours régional de formation sur les grands problèmes économiques internationaux pour la région africaine aura lieu du 15 juillet au 2 août 2013 à l'Université de Maurice avec le concours du Ministère mauricien des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international.

Le cours portera sur les liens entre le commerce, l'investissement, le financement et le développement, notamment dans le contexte des négociations commerciales internationales.

L'objectif est:

- D'améliorer la compréhension des relations entre ces différents domaines et leurs liens avec les stratégies de développement des pays;
- De permettre aux participants d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à la conception et à l'application de politiques commerciales et de politiques de développement – ainsi qu'aux négociations commerciales – correspondant aux besoins et aux intérêts de leurs pays.

Le programme du cours s'appuie sur les approches et les travaux d'analyse de la CNUCED ainsi que sur les enseignements tirés de ses activités de coopération technique, et s'enrichira en outre des compétences et des connaissances spécialisées de la Commission économique pour l'Afrique, et d'experts nationaux, dans les domaines de travail considérés.

Le cours est principalement destiné à des fonctionnaires de rang intermédiaire des ministères et institutions s'occupant de questions de commerce, d'investissement, de financement et de développement, qui participent à l'élaboration et à l'application des politiques nationales de commerce et de développement. Le cas échéant, et selon le nombre de places disponibles, d'autres participants pourront faire acte de candidature, notamment des universitaires.

Le cours sera dispensé en anglais, avec des services d'interprétation simultanée en français. Le matériel pédagogique sera disponible en anglais, mais dans certains cas aussi en français. Les candidats doivent posséder une bonne connaissance pratique de l'anglais.



Les pays africains membres de la CNUCED sont invités à présenter des candidatures, qui seront acceptées jusqu'au 17 mai 2013. Les États membres et les candidats retenus seront informés de la décision du comité de sélection de la CNUCED avant le 24 mai 2013.

Les États membres sont invités à présenter plus d'une candidature, auquel cas ils pourraient établir un classement des candidats. Le comité de sélection tiendra compte de ce classement, à la condition que le candidat prioritaire satisfasse aux critères de sélection.

La CNUCED prendra en charge l'hébergement de tous les participants. Ceux-ci recevront en outre une allocation couvrant le coût des repas et permettant de faire face aux dépenses diverses. Les frais de voyage des participants originaires de PMA seront pris en charge au tarif le plus économique. Tous les participants retenus devront obtenir par eux-mêmes un visa valable avant de se rendre à Maurice.

Un aperçu du programme du cours, avec une liste détaillée des thèmes et des objectifs d'apprentissage (P166.2013.TS.5), les critères de candidature (P166.2013.AG.5) et un formulaire de candidature (P166.2013.AF.5) sont joints en annexe.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser au Service du partage des connaissances, de la formation et du renforcement des capacités, Division de la technologie et de la logistique, CNUCED (courriel: [mohan.panicker@unctad.org](mailto:mohan.panicker@unctad.org); télécopieur: +41 (0)22 917 0050; téléphone: +41 (0)22 917 2561).

(signé)

Supachai Panitchpakdi  
Secrétaire-général de la CNUCED

19 mars 2013

**Vingt-septième cours régional de formation  
sur les grands problèmes économiques internationaux  
Université de Maurice (Maurice)**

**15 juillet-2 août 2013**

**Programme de formation**

Le présent programme donne un bref aperçu du contenu des différents modules. Pour chaque module, les participants de pays en développement et de pays les moins avancés sélectionnés pour participer au cours devront réunir des informations sur un certain nombre de questions avant le début du cours, afin de pouvoir contribuer aux débats en faisant appel à l'expérience acquise par leur pays.

**Module 1: Commerce, système financier et politiques macroéconomiques dans une économie mondialisée**

**Objectifs:** Ce module évoque des questions thématiques liées aux grands problèmes économiques mondiaux et leurs incidences pour l'élaboration des politiques de développement, l'accent étant mis en particulier sur les pays africains. Il suit l'approche intégrée adoptée par la CNUCED, en examinant l'interdépendance entre différents domaines d'action, notamment la gestion macroéconomique, le commerce international et l'intégration financière, ainsi qu'en présentant de nouvelles perspectives sur le rôle de l'État développementaliste compte tenu de la crise financière mondiale. Le cours aborde également l'interdépendance entre les situations nationale, régionale et internationale et les enseignements qui s'en dégagent pour les politiques.

Ce module favorisa la participation active et l'échange d'expériences nationales, et les représentants sont invités à contribuer au débat et aux discussions et études de cas qui seront organisées sous forme d'ateliers.

Les principaux objectifs du module sont les suivants:

- a) Examiner la dynamique économique mondiale et les difficultés rencontrées par les pays en développement de la région – en particulier celles qui ont trait à la croissance économique équitable, à la réduction de la pauvreté et à l'élaboration des politiques macroéconomiques;
- b) Aider les participants à comprendre le contexte mondial actuel d'incertitude économique et financière, les politiques macroéconomiques menées dans les principaux pays, et les conséquences qui en découlent pour le développement et les responsables de l'élaboration des politiques de développement;
- c) Aider les participants à repérer les possibilités créées par la mondialisation pour le développement, et les politiques susceptibles de les aider à créer un environnement propice à l'investissement et à une croissance durable.

**Résultats escomptés:** À l'issue du module, les participants auront approfondi leur compréhension des incidences de l'intégration commerciale, financière et macroéconomique sur la croissance économique équitable, le développement des capacités productives, les transformations structurelles et la modernisation technologique. Ils devraient aussi mieux comprendre les principaux enjeux associés aux politiques macroéconomiques et réglementaires de façon à prévenir les crises et à renforcer l'investissement et la croissance. Ils seront mieux à même de mettre en œuvre des

politiques et des stratégies appropriées dans ces domaines aux niveaux national, régional et international.

### **Questions soumises à l'attention des participants:**

1. Quelles sont les principales difficultés macroéconomiques que connaît votre pays? Dans quelle mesure ces difficultés sont-elles liées à des problèmes intérieurs ou au contexte international (chocs extérieurs)? Quelles sont les politiques mises en œuvre pour y faire face? Quelles sont les contraintes intérieures et internationales qui pèsent sur le choix des politiques et sur leur efficacité? Comment votre pays pourrait-il suivre plus efficacement ses objectifs de développement?
2. Comment la spécialisation de votre pays a-t-elle évolué au cours des quelques dernières années du point de vue de la production, de l'emploi et du commerce extérieur, et quels sont les facteurs à l'origine de ces changements? Comment votre pays a-t-il essayé de faire du commerce extérieur un instrument de croissance économique? Quelle a été l'évolution des termes de l'échange de votre pays au cours des quelques dernières années? Quels aspects selon vous devraient être particulièrement importants à l'avenir?

### **Module 2: Investissement et développement des entreprises: incidences sur le commerce et le développement**

**Objectif:** Ce module a pour objectif de définir et d'évaluer l'impact de l'investissement étranger sur le développement et de mettre en avant les meilleures pratiques pour l'établissement de liens entre sociétés transnationales (STN) et entreprises locales.

Il traite de questions concernant l'investissement et le commerce aux niveaux national et international. Sont d'abord examinées les tendances les plus récentes de l'investissement étranger direct (IED), des stratégies d'entreprise et des systèmes internationaux de production. Cela conduit à une évaluation des liens entre l'investissement et le commerce international – intégration des pays en développement dans les systèmes internationaux de production (aussi appelés chaînes de valeur mondiales) en tant que fournisseurs et producteurs. Une attention particulière est accordée aux liens entre petites et moyennes entreprises (PME) et sociétés transnationales (STN) de façon que les pays en développement puissent tirer parti des débouchés commerciaux mondiaux, et à la nécessité de promouvoir l'entrepreneuriat et de renforcer la capacité d'offre locale pour soutenir la compétitivité à long terme. Dans ce module, l'accent est mis sur les politiques, les institutions et les stratégies les plus efficaces pour attirer et «ancrer» l'IED dans les pays d'accueil, ainsi que sur les politiques permettant de renforcer les capacités productives locales.

**Résultats escomptés:** À la fin de ce module, les participants seront en mesure de définir et d'évaluer l'impact de l'investissement étranger sur le développement. Ils sauront également identifier les politiques, les institutions et les stratégies qui peuvent être mises en œuvre pour attirer les investissements étrangers et en renforcer l'impact grâce aux retombées technologiques et financières, à la croissance de l'emploi et des exportations, à l'établissement de liens entre STN et PME et au développement des entreprises locales. Ils auront enfin acquis une bonne compréhension des tendances, au niveau mondial et régional, des flux d'investissements étrangers.

### **Questions soumises à l'attention des participants:**

1. Politiques nationales en matière d'IED: Comment est perçu le rôle de l'IED dans votre pays? Votre pays a-t-il élaboré une politique nationale en matière d'IED? Dans l'affirmative, quels en sont les principaux objectifs et instruments? Quelles sont les institutions chargées de mettre en œuvre la politique de votre pays en matière d'IED? Quelles sont leurs attributions dans ce domaine? Votre

pays reçoit-il assez, trop ou trop peu d'IED, et pourquoi? Reçoit-il le bon type d'IED? Le rôle de l'IED y est-il positif ou négatif?

2. Politiques nationales de développement des entreprises: des liens ont-ils été noués entre des STN et des PME dans votre pays? Quelles mesures le gouvernement a-t-il adoptées pour soutenir les PME et/ou l'entrepreneuriat dans votre pays? Y a-t-il des retombées positives en matière de transfert de technologie entre des STN et des PME? Existe-t-il des groupements sectoriels d'entreprises qui ont réussi à attirer des IED et sont devenus compétitifs au niveau international?

### **Module 3: L'économie du savoir: mettre la science, la technologie et l'innovation au service du développement**

**Objectif:** L'objectif de ce module est de familiariser les participants avec la façon dont les pays africains peuvent mettre à profit la science, de la technologie et de l'innovation (STI) pour traiter les problèmes de développement en concevant et appliquant des politiques et des stratégies nationales de STI.

Parmi les sources de croissance économique et de développement figurent le progrès technologique et l'innovation. La mobilisation des STI a contribué au progrès économique et social de nombreux pays. Cela a aussi été un élément clé des stratégies de développement de plusieurs pays en développement qui se développent rapidement et rattrapent les pays les plus avancés. Le module examine en quoi consiste la STI, comment elle peut contribuer à la croissance et au développement, et quels types de politiques et de stratégies les pays peuvent concevoir et appliquer pour renforcer les capacités de STI, promouvoir des transferts de technologie efficaces et mettre au point des systèmes d'innovation robustes.

On observe une grande diversité parmi les pays à bien des égards, et les stratégies et les politiques de STI nationales doivent prendre en considération les différentes situations. On fera valoir cependant que tous les pays peuvent tirer parti des STI de façon à soutenir la croissance, le développement et une meilleure protection sociale, indépendamment de leur situation particulière. Ce module peut donc présenter un intérêt pour les spécialistes des politiques économiques et les décideurs de tous les pays.

**Résultats escomptés:** Les participants sont amenés à comprendre:

- a) Le rôle que peuvent jouer les STI en favorisant le développement économique et social;
- b) La notion de système d'innovation;
- c) La façon dont les politiques nationales peuvent être utilisées pour renforcer les capacités en matière de STI et promouvoir le progrès technologique et l'innovation.

#### **Questions soumises à l'attention des participants:**

1. Dans quelle mesure le progrès technologique et l'innovation ont-ils joué un rôle important dans la croissance et le développement de votre pays? Quels sont les faiblesses et les atouts principaux de votre pays sur le plan du développement des STI?

2. Votre pays dispose-t-il d'une politique ou d'une stratégie nationale en matière de STI? Quelles sont les échéances? Des ressources budgétaires sont-elles allouées à l'exécution de cette politique ou stratégie? Cette politique ou stratégie a-t-elle conduit à des succès importants sur le plan du développement industriel ou agricole?

#### **Module 4: Transports internationaux et facilitation du commerce**

**Objectif:** L'objectif de ce module est de sensibiliser les participants à différentes questions fondamentales concernant la logistique du commerce international, les transports et la facilitation du commerce, particulièrement dans les pays africains. Les participants aborderont également les mesures de facilitation du commerce dans le contexte des négociations en cours à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ainsi qu'au niveau régional, en réunissant les éléments nécessaires à l'élaboration d'une position nationale dans ces négociations. À cette fin seront examinés la contribution des transports internationaux à la compétitivité commerciale des pays, les réseaux mondiaux de transport, les services d'appui au commerce et les cadres institutionnels, ainsi que les questions douanières et les mesures de facilitation du commerce qui sont actuellement négociées à l'OMC. Dans ce contexte, le module portera aussi sur les besoins et les priorités des pays, le renforcement des capacités et l'assistance technique dans l'optique des modalités d'une éventuelle négociation portant sur de nouvelles règles contraignantes en matière de facilitation du commerce à l'OMC.

**Résultats escomptés:** À l'issue du module, les participants auront acquis une meilleure compréhension du rôle des infrastructures commerciales institutionnelles et matérielles dans la promotion de la compétitivité commerciale en termes d'appui aux capacités productives et commerciales; ils devraient pouvoir appréhender le rôle de la facilitation du commerce et des transports, et son importance dans les activités commerciales aux niveaux national, régional et multilatéral.

#### **Questions soumises à l'attention des participants:**

1. Donner un exemple concret de services de transport insuffisants ou inadaptés constituant un obstacle à la compétitivité commerciale de votre pays. Examiner le rôle que pourraient jouer le gouvernement, les autorités portuaires, l'administration des douanes, des organisations internationales, le secteur privé et les pays voisins (par exemple, pour le commerce de transit) pour surmonter cet obstacle.
2. Choisir parmi la liste des mesures de facilitation du commerce qui sont en cours de négociation à l'OMC (voir la dernière révision du Projet de texte de négociation récapitulatif TN/TF/W/165), une ou plusieurs mesures qui, selon vous, sont importantes pour votre pays et devraient donc raisonnablement être acceptées par votre Gouvernement en tant que mesure susceptible de figurer dans une règle de l'OMC relative à la facilitation du commerce. Pour cette (ces) mesure(s), recueillir des informations auprès des institutions nationales compétentes sur l'étendue de l'application de la mesure dans votre pays. Si une mesure n'est pas totalement appliquée, que faudrait-il faire pour qu'elle le soit?

#### **Module 5: Contribution au développement du système commercial international: la perspective des pays en développement africains**

**Objectifs:** Ce module permettra:

- a) D'examiner l'évolution du système commercial international, en particulier compte tenu de la crise économique et financière mondiale et de ses incidences sur le développement et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement;
- b) D'examiner l'état actuel des négociations commerciales multilatérales du Cycle de Doha de négociations commerciales internationales, ainsi que des questions d'une importance particulière pour les pays en développement de la région et les options correspondantes;

- c) D'aborder de larges questions de réforme de la politique commerciale et des politiques liées au commerce intéressant les pays concernés désireux de réussir leur transformation structurelle et d'optimiser la contribution au développement du système commercial international;
- d) D'étudier les moyens de maximiser les effets bénéfiques des accords commerciaux, par exemple par l'adoption d'approches nationales cohérentes des processus régionaux et multilatéraux de négociation, l'atténuation des coûts d'ajustement et la recherche des débouchés à l'exportation possibles au niveau régional pour la diversification de leur économie.

**Résultats escomptés:** À l'issue de ce module, les participants seront capables d'identifier et de comprendre les principaux enjeux et les principales perspectives qu'offre le système commercial international, ainsi que les facteurs importants influant sur la conception de politiques et de stratégies nationales appropriées pour tirer le plus grand profit possible de l'intégration de leurs pays dans l'économie mondiale et atténuer les incidences négatives de la crise.

#### **Questions soumises à l'attention des participants:**

1. Énumérer les obstacles rencontrés par votre pays pour tirer profit du commerce international et du système commercial international, et en expliquer les raisons.
2. Expliquer succinctement la façon dont la crise économique et financière a influé sur la formulation des politiques et les stratégies de développement dans votre pays, en donnant quelques exemples.
3. Expliquer comment les négociations commerciales peuvent avoir des effets positifs pour le développement des pays africains dans le contexte actuel.

#### **Module 6: Exercice de simulation portant sur l'identification d'objectifs de politique nationale et les négociations commerciales multilatérales**

**Objectif:** En vue de comprendre le lien entre les négociations sur le commerce des services (dans le contexte des négociations sur les services menées par un pays à l'OMC) et le contexte plus général des politiques publiques au niveau national, les participants effectueront une simulation de consultation entre des acteurs nationaux au sujet des engagements possibles du pays dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services. L'exercice aboutira à la formulation d'une offre consensuelle pour les services.

**Résultats escomptés:** À l'issue de l'exercice de simulation, les participants auront acquis une bonne compréhension de la dynamique et des difficultés de la formulation d'une position nationale dans le cadre de négociations commerciales.

**Vingt-septième cours régional de formation  
sur les grands problèmes économiques internationaux  
Université de Maurice (Maurice)**

**15 juillet-2 août 2013**

**Critères de candidature**

**Profil du candidat**

Le cours s'adresse principalement aux fonctionnaires s'occupant de questions économiques internationales, notamment ceux chargés de la formulation et de la mise en œuvre de politiques dans un ou plusieurs domaines couverts par le programme de formation (voir programme joint);

Les participants devraient:

- Être titulaires d'un diplôme de deuxième cycle universitaire en économie, gestion des affaires, relations internationales, droit international ou administration publique. Un diplôme de premier cycle universitaire complété par une expérience professionnelle peut être considéré comme un équivalent acceptable dans la limite des places disponibles;
- Compter au moins de quatre à six années d'expérience professionnelle dans les domaines pertinents au sein d'une administration publique nationale ou d'une organisation internationale ou régionale de développement;
- Être à même d'utiliser et de diffuser les informations et les connaissances acquises pendant le cours. Dans ce contexte, il serait vivement souhaitable que les participants conservent leur position professionnelle suffisamment longtemps après le cours pour garantir une diffusion optimale sur leur lieu de travail des compétences et des connaissances acquises;
- Posséder une bonne connaissance pratique de l'anglais, langue officielle du cours, et être capable de s'exprimer par écrit et par oral dans cette langue.

**Instructions concernant les formules de candidature**

Les candidats sont tenus de soumettre leur candidature en anglais. Les candidatures doivent comprendre les quatre documents suivants:

- Une formule de candidature (P166.2013.AF.4);
- Un curriculum vitae détaillé;
- Une lettre de motivation indiquant: a) comment le candidat contribue, dans l'exercice de ses fonctions, à la conception et à l'application des politiques concernant le commerce, l'investissement et le financement; b) comment le cours contribuera à son épanouissement professionnel et personnel; et c) pourquoi le candidat pense que sa candidature devrait être retenue;
- Une communication succincte (un paragraphe seulement par question) sur deux des questions énumérées dans le programme de formation, qui présentent un intérêt pour le pays dont le participant est originaire.

Les candidatures doivent:

- Être soumises à la CNUCED par l'intermédiaire des missions permanentes accréditées auprès de l'Office des Nations Unies à Genève des pays d'origine des candidats;
- Contenir tous les documents demandés;
- Être adressées à:  
M. Mohan Panicker, Coordonnateur de projet  
Service du partage des connaissances, de la formation et du renforcement des capacités  
Division de la technologie et de la logistique  
Palais des Nations, CH-1211 Genève 10 (Suisse)  
Télécopieur: +41 22 917 0050  
Courriel: [mohan.panicker@unctad.org](mailto:mohan.panicker@unctad.org)
- **Parvenir au secrétariat de la CNUCED avant le 17 mai 2013.**

**Vingt-septième cours régional de formation  
sur les grands problèmes économiques internationaux  
Université de Maurice (Maurice)**

**15 juillet-2 août 2013**

**Formulaire de candidature (caractères d'imprimerie)**

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Initiale du deuxième prénom: \_\_\_\_\_ Nom de jeune fille: \_\_\_\_\_ Sexe (M/F): \_\_\_\_\_

Fonction: \_\_\_\_\_

Ministère/institution: \_\_\_\_\_

Adresse postale: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_ Télécopieur: \_\_\_\_\_

Courriel: \_\_\_\_\_

Date de naissance: \_\_\_\_\_ Lieu de naissance: \_\_\_\_\_

Nationalité: \_\_\_\_\_ Passeport n°: \_\_\_\_\_

Signature du candidat: \_\_\_\_\_ Lieu et date: \_\_\_\_\_

Nom et fonction de votre superviseur: \_\_\_\_\_

Courriel et/ou télécopieur du superviseur: \_\_\_\_\_

Je sou mets la présente candidature à la CNUCED par l'intermédiaire de la Mission permanente de/du \_\_\_\_\_ auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, accompagnée des documents suivants (cocher les cases):

- Curriculum vitae détaillé;
- Lettre de motivation faisant état de mes compétences et de ma motivation;
- Communication succincte (un paragraphe par question) portant sur deux questions traitées dans les modules.

**Les candidatures doivent parvenir au secrétariat de la CNUCED avant le 17 mai 2013.**